

02.12.03 Intervention au Conseil des Etats dans le cadre des mesures d'allègement budgétaire – Programme Suissénergie

Je soutiens aussi la proposition de M. Stadler. Je comprends le souci financier de mes collègues et de la Confédération, mais nous devons aussi faire attention à ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis, or la capacité économique de la Suisse ne repose pas sur les richesses de notre sous-sol, mais sur notre capacité d'innovation technologique.

Capacité concurrentielle

Le domaine de l'énergie est un domaine en pleine effervescence. Les avancées technologiques y sont nombreuses et porteuses d'avenir.

J'aimerais rappeler que Suissénergie contribue au transfert technologique en soutenant des projets pilotes pour 15 millions de francs par an, en particulier dans les domaines de l'isolation des bâtiments, de la mobilité, de la performance des appareils, des piles à combustible, des pompes à chaleur ou des chaudières à bois.

Dans les pays de l'Union européenne, la part des Energies renouvelables devrait doubler d'ici 2010. Sept milliards d'euros sont budgétés chaque année.

En diminuant drastiquement son effort dans ce domaine, la Suisse perd son avantage au niveau de l'Europe. Elle sera rapidement dépassé par ses voisins et se retrouvera en queue de peloton dans un domaine pourtant très important pour notre avenir technologique.

Questions financières

En outre, Suissénergie n'est pas un programme qui coûte, c'est un programme qui rapporte.

En 2002, Suissénergie a permis de réduire la consommation d'énergie de 5,9%, ce qui représente une économie générale de 1,4 milliards de francs.

Avec les 55 millions investis en 2001, on a généré 800 millions d'investissements dans l'assainissement des bâtiments, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et récupéré ainsi environ 60 millions en TVA, tout en créant environ 5000 emplois, autant de personnes qui rapportent aussi au lieu de coûter.

Pour notre canton

Pour notre canton en particulier, la diminution du programme Suissénergie entraînerait des conséquences très pénibles, en particulier en ce qui concerne les contributions globales, le soutien à des projets ponctuels et les travaux réalisés en collaboration avec les agences et les associations.

En 2005 ou 2006, les contributions globales de la Confédération à notre canton seraient supprimées, ce qui signifie que le canton devrait diminuer ses programmes de promotion d'environ 30% ou apporter une contribution supplémentaire par le budget de l'Etat de ce même ordre de grandeur, soit environ 4 à 500'000.-/an. Notre canton n'est pas riche. Nous avons déjà un budget gravement déficitaire. Nous ne pourrions pas nous l'offrir.

Plusieurs projets ponctuels ou travaux réalisés en collaboration avec les agences et les associations seraient sérieusement mis en péril, je peux citer par exemple Energho, qui nous aide à établir le bilan énergétique des bâtiments de l'Etat, l'Agence de l'énergie pour l'économie, qui nous aide dans le domaine des gros consommateurs, le programme Energie dans la Cité qui promeut l'efficacité énergétique dans les communes et dont trois communes neuchâteloise ont déjà obtenu le label, etc.

Les cantons ont reçu 13 millions de contributions globales. Ils ont géré des programmes pour un volume de 56 millions et déclenché ainsi des investissements pour 173 millions.

A noter que la Conférence des directeurs cantonaux de l'Energie demande unanimement et fermement d'accepter la proposition et de régler ainsi cette question avec le Conseil national.

Base volontaire

Je rappelle que Suissénergie est un programme qui repose sur le volontariat.

Au moment où nous devons faire un effort particulier pour arriver à tenir nos engagements en matière de CO2, ce n'est pas le moment de faiblir dans notre programme énergétique. Il faudrait au contraire lui donner des moyens supplémentaires

Avenir énergétique

Nous devons construire aujourd'hui notre avenir énergétique, or notre avenir énergétique dépendra en partie des énergies renouvelables et de notre capacité à gérer nos ressources parcimonieusement.

Le programme Suissénergie est la pièce maîtresse de notre politique énergétique, nous ne pouvons pas l'amoinrir sans conséquences importantes pour notre pays.

Je vous propose donc de suivre le Conseil national et notre collègue M. Stadler.